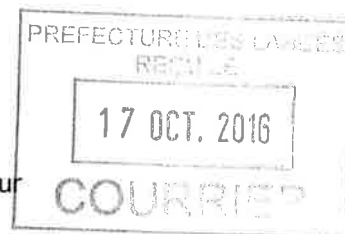


INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 10 octobre 2016
(Convocation du 27 septembre 2016)



Aujourd'hui, le dix octobre deux mille seize à 14h30, le Conseil d'Administration dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle à l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Odile LAFITTE

Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR et Christophe TERRAIN

Etaient excusées et avaient donné procuration :

Mesdames Nathalie BARROUILLET et Denis SAINT PE

Etaient excusés :

Mesdames Laurence ANCIEN et Céline SALLES

Messieurs Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Charles PELANNE et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Odile LAFITTE

OBJET : DOSSIER V - affaires diverses / Autorisation de signature - Convention : convention avec Madame Annick MENU

Exposé des motifs :

Cette convention a pour objet la mise à disposition gracieuse d'une collection d'animaux autochtones naturalisés pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.
Cette collection sera installée à la Maison de l'Eau dans le cadre de la vocation pédagogique du site.

En l'absence d'observations,

Après avis favorable du Bureau et des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

D'approuver les termes de la convention.

Article 2

D'autoriser le Président à signer la convention objet de la présente délibération.

Article 3

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 10 octobre 2016 à Mont-de-Marsan

Le Président,


INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

